

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
du jeudi 16 décembre 2021

Nombre
de Conseillers en exercice 35
de Présents 26
de Votants 31

L'an deux mil vingt et un, le 16 décembre, le Conseil Municipal de la commune de Dammarie-lès-Lys, étant assemblé en session Ordinaire, s'est réuni, à l'hôtel de Ville, après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Gilles BATAIL, Maire, Conseil Régional.

Etaient présents :

Gilles BATAIL, Paulo PAIXAO, Dominique MARC, Dominique THERAULAZ, Alain MIRZA, Sylvie PAGES, Patricia CHARRETIER, Rodolphe CERCEAU, Alain SAUSSAC, Dina MARTINS, Jeanina LE PAPE, José CARVALHO, Khaled LAOUITI, Vincent BENOIST, Nadine LANGLOIS, Ali KAMECHE, Sylvain JONNET, Victor GUERARD, Annie NIVERT, Sébastien MASSON, Laurence DELAPORTAS, Sarah MACHROUH, Raphaël SEGERER, Catherine DOMENECH, Hicham AICHI, Jean-Michel GAUDIN.

NOTA. -- Le Maire, Conseiller Régional, certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie le 21 décembre 2021

Absents excusés avec pouvoir :

Sylvie SINIVASSIN ayant donné pouvoir à Hicham AICHI, Sosthène PALA MAWA ayant donné pouvoir à Sylvain JONNET, Jérémy POUTEAU ayant donné pouvoir à Gilles BATAIL, Natacha MOUSSARD ayant donné pouvoir à Patricia CHARRETIER, Françoise FOUQUET ayant donné pouvoir à Alain SAUSSAC.

Date de la convocation du Conseil
Le 10 décembre 2021

Absents excusés sans pouvoir :

Patricia HALUSKA.

Le Maire, Conseiller Régional

Absent(s) :

Audrey STEMPELL, Christelle RIBOUILLARD, Soraya DENNI.



Il a été procédé, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil, Monsieur Alain SAUSSAC ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qui ont été acceptées.

2021-103
Institution d'un périmètre d'étude n°1 Quai Voltaire- Fosse aux anglais

COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
du 16 décembre 2021

2021-103

Objet : Institution d'un périmètre d'étude n°1 Quai Voltaire- Fosse aux anglais

Le Conseil Municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L.424-1 ;

VU le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;

VU le Plan de Déplacement Urbain d'Ile-de-France approuvé par délibération du conseil régional du 19 juin 2014 ;

VU le Schéma Régional de Cohérence Écologique approuvé le 26 septembre 2013 ;

VU le Plan local d'urbanisme approuvé par délibération en date du 12 juillet 2005 ;

CONSIDERANT que le projet d'aménagement et de développement durable du plan local d'urbanisme de Dammarie-les-Lys prescrit de préserver le cadre de vie, de maîtriser la densification des quartiers soumis à de fortes pressions, de requalifier les abords des axes routiers structurants, d'assurer une meilleure perméabilité du tissu urbain, de favoriser les modes alternatifs de déplacement et de réaliser les équipements nécessaires à la vie de la ville ;

CONSIDERANT qu'une étude urbaine est nécessaire pour analyser la capacité des parcelles du secteur Quai Voltaire à accueillir un programme de travaux publics et opérations d'aménagement visant à la réalisation de projets et d'aménagements cohérents avec les enjeux du XXIème siècle, de prévoir les aménagements publics et favoriser autant que possible les circulations douces ;

CONSIDERANT la nécessité de développer sur ce secteur un programme mixte et de requalification des espaces publics afin, non seulement de répondre aux objectifs émanant du SDRIF, mais aussi d'opérer une mutation du quartier en améliorant la qualité urbaine et environnementale ;

CONSIDERANT que le secteur Quai Voltaire fait l'objet d'une étude urbaine initiée en novembre 2021 par la ville qui impliquera éventuellement un plan d'actions en matière d'espaces publics, de stationnement et de circulation ainsi qu'une programmation mixte ;

CONSIDERANT que le secteur Quai Voltaire pourrait être le lieu d'opérations d'aménagement d'ordre immobilier, menées au coup par coup et de ce fait conduire à un déséquilibre dans le quartier, susceptible de compromettre ou de rendre plus onéreux l'exécution du projet et de la vision urbaine de la ville ;

CONSIDERANT que, dans l'intérêt général et dans le cadre des travaux préparatoires de révision du PLU, des études préalables à toute opération d'aménagement doivent être menées sur un périmètre d'études intitulé « périmètre n°1 secteur Quai Voltaire – Fosse aux Anglais».

CONSIDERANT qu'avant d'autoriser un ou plusieurs projets immobiliers d'envergure, il convient que cette étude, qui définit un parti d'aménagement et d'urbanisme, soit menée à son terme en identifiant des priorités d'interventions permettant, ainsi, à la ville d'acter un projet urbain global sur le secteur Quai Voltaire/Fosse Aux Anglais ;

CONSIDERANT que la réalisation d'opérations immobilières conséquentes pourrait avoir un véritable impact sur le logement, sur la carte scolaire, sur les équipements publics et sur les circulations à l'échelle de ce quartier ;

CONSIDERANT que les mutations observées ces dernières années ne correspondent pas pleinement au projet urbain de la ville qui sera totalement élaboré à l'issue de l'étude ;

CONSIDERANT que, par ce périmètre, il n'est pas question de figer le tissu urbain, mais de vérifier et de prévenir que chaque construction s'insèrera correctement dans le projet urbain qui sera défini par la ville, et contribuera par son esthétique, ses caractéristiques écologiques et énergétiques, sa mixité fonctionnelle, à la mise en valeur du secteur Quai Voltaire/Fosse aux Anglais ;

CONSIDERANT que le périmètre de sursis à statuer permet de surseoir à statuer en matière de délivrance des autorisations d'urbanisme sans que cette décision soit négative ou positive sur toute demande d'autorisation de travaux, démolition, construction, installation ;

CONSIDERANT que l'instauration de ce périmètre est un outil juridique permettant uniquement de retarder toute décision sur toute demande d'autorisation de travaux, démolition, construction, installation vu les études d'aménagements en cours au moment du dépôt de ces demandes d'urbanisme.

CONSIDERANT que le Conseil municipal est compétent pour décider de surseoir à statuer dans un périmètre délimité et bien défini. Le périmètre n°1 secteur Quai Voltaire proposé dans la délibération doit donc être exhaustif et n'inclure qu'un nombre limité de parcelles ;

CONSIDERANT que le code de l'urbanisme, par son article L.424-1 alinéas 2° et 3°, permet de délimiter un périmètre sur lequel la ville va conduire, en concertation avec ses habitants, une réflexion dans le cadre d'un projet de travaux publics ou de la réalisation d'opération d'aménagement. L'objectif visé étant d'éviter des travaux, constructions ou installations susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation d'une opération d'aménagement ou des travaux publics ;

CONSIDERANT que cette décision prend effet à compter du caractère exécutoire de la délibération ;

CONSIDERANT que, pour toute demande de permis de construire, la décision de sursis doit être motivée et le sursis ne peut excéder 2 ans. Il reste toutefois possible de proroger ce délai si un motif juridique différent du motif initial justifie qu'il soit de nouveau sursis à statuer, sans que la durée totale ne puisse excéder 3 ans.

CONSIDERANT, en conséquence la nécessité de fixer un périmètre de sursis à statuer dans le secteur Quai Voltaire- Fosse aux Anglais;

VU l'avis favorable de la commission cadre de vie du 7 décembre 2021 ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1 : d'instituer un périmètre d'étude n°1 dans le secteur Quai Voltaire- Fosse aux Anglais suivant le plan joint en annexe conformément à l'article L.421-1 du code de l'urbanisme, tel que précisé ci-après :

SECTION	NUMERO
AM	0001
AM	0018
AM	0019
AM	0020
AM	0205
AM	0207
AM	0249
AM	0268
AM	0269
AM	0270
AM	0271
AM	0305
AM	0306
AM	0320

ARTICLE 2 : d'instaurer un sursis à statuer à toute demande d'autorisation concernant des travaux, des constructions ou des installations situés sur les parcelles de ce périmètre.

ARTICLE 3 : de dire que la présente délibération sera annexée au plan local d'urbanisme et mise à disposition au public aux horaires habituels d'ouverture de la mairie.

ARTICLE 4 : de dire que la présente délibération sera affichée en mairie pendant 1 mois à compter de son caractère exécutoire. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département de Seine et Marne.

ARTICLE 5 : de dire que le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération, dont l'ampliation sera adressée à la préfecture de Seine et Marne.

ARTICLE 6 : de dire que la présente délibération sera publiée dans le recueil des actes administratifs de la commune et inscrite au registre des délibérations du conseil municipal de la ville de Dammarie-les-Lys.

ARTICLE 7 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et de transmission au Représentant de l'Etat.

Résultat des votes		
Pour	31	A l'unanimité
Contre	0	
Abstention(s)	0	
Ne prend pas part au vote	0	

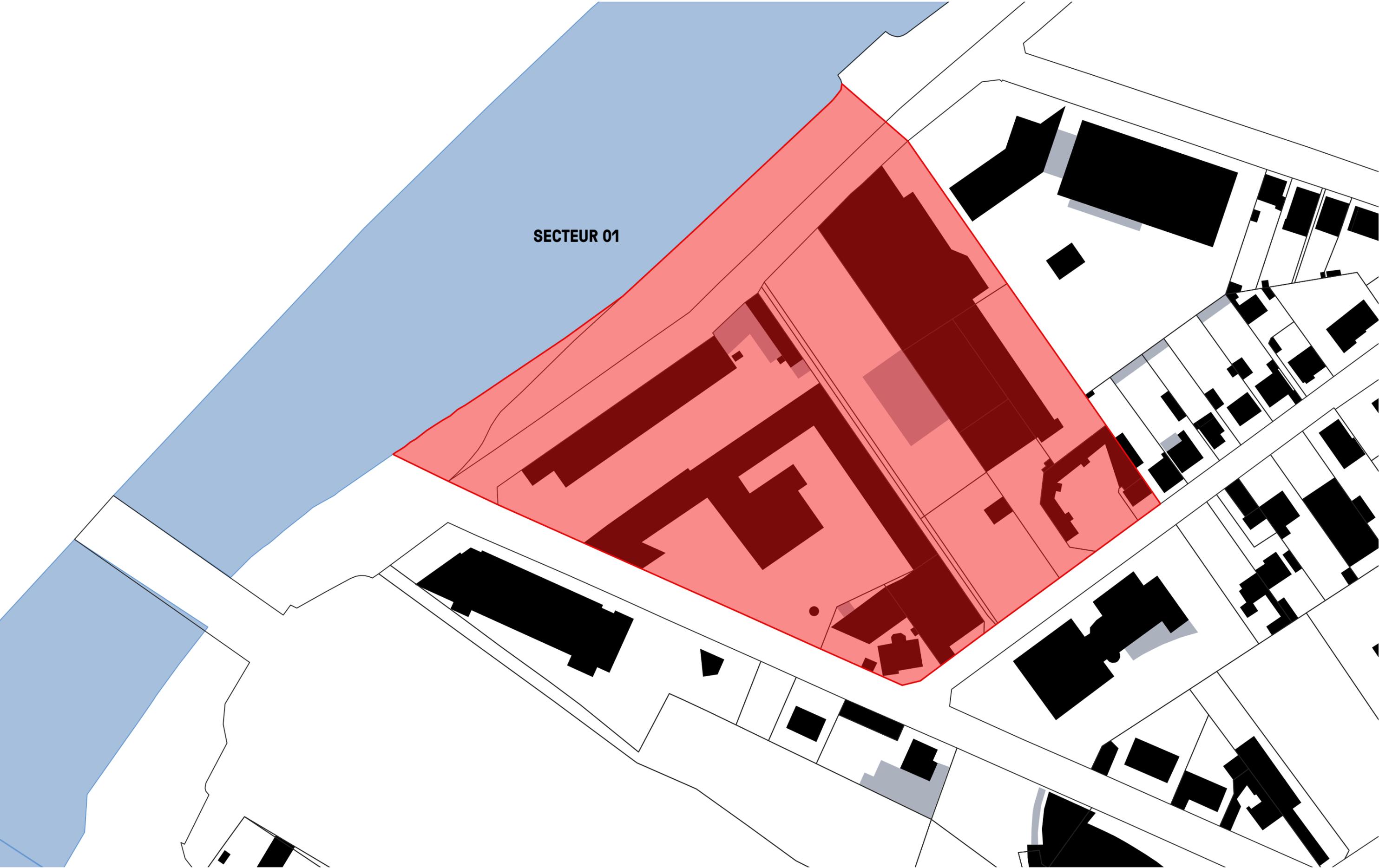
Le Maire certifie sous sa responsabilité
le caractère exécutoire de cet acte
Le 21 décembre 2021

Accusé de réception en préfecture 077-217701523-20211216-3049-DE-1-1 Date de télétransmission : 20 décembre 2021 Date de réception préfecture : 20 décembre 2021

Ainsi fait et délibéré,
Pour extrait conforme,
En Maire, le 17 décembre 2021
Le Maire, Conseiller Régional
Gilles BATTAIL



PÉRIMÈTRE ÉTUDE SECTEUR N°1 QUARTIER QUAI VOLTAIRE



SECTEUR 01